

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 25 (2013)
Heft: 96

Artikel: "Les universités doivent entrer dans le XXIe siècle"
Autor: Schipper, Ori / Hafner, Urs / Imboden, Dieter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-553952>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

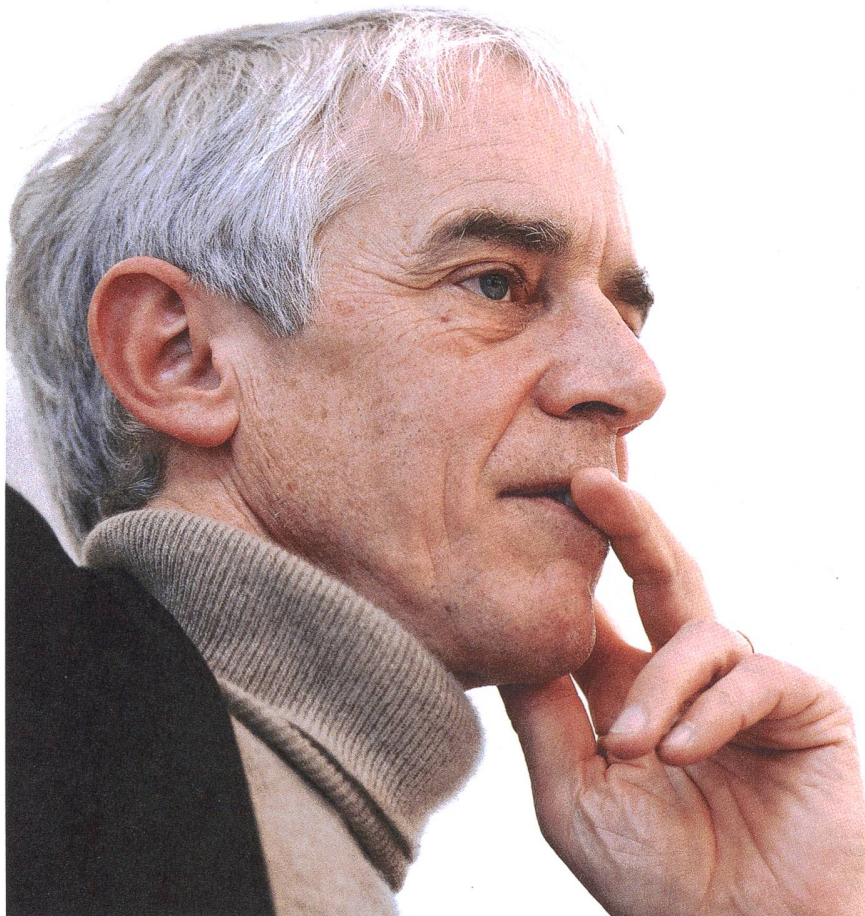
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



« Les universités doivent entrer dans le XXI^e siècle »

Martin Vetterli succède à Dieter Imboden à la tête du Fonds national suisse. Tous deux estiment que la relève académique a besoin de meilleures perspectives de carrière. Propos recueillis par Ori Schipper et Urs Hafner

Dieter Imboden, vous avez passé les huit dernières années dans le viseur de politiciens soucieux de faire des économies, de médias avides de sensationnel et de collègues critiques. Etes-vous soulagé que votre second mandat s'achève ?

Dieter Imboden (DI) : Oui, je suis heureux. Pas pour les raisons que vous citez, mais parce qu'en plus de contrecarrer la routine, le changement est bénéfique au Fonds national comme institution. Vis-à-vis des politiciens, des médias et des collègues, j'ai toujours joué cartes sur table et empoigné le taureau par les cornes. En tant que président du Conseil national de la recherche, j'ai vécu comme une espèce de sport la dispute et la quête des arguments les plus convaincants.

Martin Vetterli, y a-t-il une décision prise par Dieter Imboden dont vous lui êtes plus particulièrement reconnaissant ?

Martin Vetterli (MV) : A part sa décision de financer le Pôle de recherche national MICS auquel j'ai participé (rires) ? C'est une question difficile, je ne connais pas toutes les décisions des dernières années. Mais j'ai l'impression que le FNS a été très bien dirigé.

Vous ne voulez donc rien changer ?

MV : Au cours de ses soixante années d'histoire, le FNS a réalisé beaucoup de bonnes choses. En Europe, il s'agit probablement de la meilleure institution d'encouragement de la recherche fondamentale. Le but, pour moi, n'est pas d'opérer des changements juste parce que j'en deviens le président. Ces prochaines années, le Fonds national devra toutefois évoluer dans certains domaines, comme l'encouragement de la relève. L'instrument des professeurs boursiers a apporté d'intéressantes contributions, mais nous ne sommes pas encore là où nous devrions être.

En matière de recrutement de la relève académique, le FNS force l'allure, alors qu'il n'y a pas assez de places dans les hautes écoles.

MV : Je ne vois pas les choses ainsi. J'ai récemment participé à plusieurs entretiens



L'ancien et le nouveau président: Dieter Imboden (à droite) et Martin Vetterli (à gauche). Photos : Manu Friederich

de candidature pour professeurs boursiers. Les candidats m'ont beaucoup impressionné. Si nous leur donnons l'opportunité de faire leurs preuves en tant que chercheurs pendant quelques années, ils trouvent ensuite un poste sur le marché académique. Certains d'entre eux sont tellement bons qu'aujourd'hui déjà, ils pourraient obtenir un poste de professeur junior aux Etats-Unis. J'espère que les hautes écoles de Suisse iront puiser dans ce réservoir pour assurer leur relève. L'instrument des professeurs boursiers s'harmonise bien avec le système «tenure track» (réd.: prétitularisation conditionnelle) qui, malheureusement, n'est pas encore introduit dans toutes les universités. Il est temps que celles-ci entrent dans le XXI^e siècle.

Le FNS ne peut pas prescrire aux universités les professeurs qu'elles devraient recruter.

DI : C'est exact. Mais sa mission est de donner l'exemple et d'épauler les hautes écoles dans ce processus de transformation, en cherchant à convaincre avec la ténacité nécessaire. Cela ne fonctionne que dans le consensus.

MV : Si les hautes écoles ne profitent pas d'un pool d'excellents jeunes chercheurs, mis à disposition par le FNS, elles se tirent une balle dans le pied. Car ces derniers quittent alors le pays. Les Etats-Unis

**« J'ai toujours joué cartes sur table et empoigné le taureau par les cornes. »
Dieter Imboden**

attirent les jeunes talents qui réussissent, et l'Europe en paie le prix. En matière de carrière, notre continent ne leur offre pas de perspectives fiables. C'est inacceptable. **Que souhaitez-vous à la Suisse, en tant que place de la recherche ?**

MV : En tant que petit pays, la Suisse doit miser sur la qualité. Pour pouvoir faire de la recherche au top niveau, il faut soigner notre terroir et aspirer à l'excellence à tous les niveaux : de l'école primaire jusqu'aux universités et aux hautes écoles. Comparé à celui des Etats-Unis, par exemple, le système scolaire suisse est en très bonne posture. Nous devons maintenir et défendre sa qualité.

DI : Je suis d'accord. La Suisse est appelée à occuper la niche de la qualité, dans la

formation professionnelle également. Elle ne doit pas céder à la tentation d'augmenter le taux de bacheliers, juste parce que ce dernier est plus élevé dans les pays voisins. **Les grandes collaborations de recherche, comme les Pôles de recherche nationaux, sont régulièrement critiqués pour leur lourdeur et leurs coûts administratifs. Que répondez-vous ?**

DI : Pour ses projets à long terme, le FNS investit en fin de compte moins que dans les petits projets. La question est de savoir si le rapport entre la dépense et le rendement est aussi favorable pour la communauté de la recherche. Les grands projets de recherche ne représentent pas une bonne méthode pour tous les domaines. C'est une erreur de croire que tous les problèmes scientifiques sont solubles, à condition que les personnes qui collaborent soient suffisamment nombreuses. La recherche sur le cancer constitue un bon exemple : cette maladie a beau figurer depuis des décennies en tête de l'agenda de la recherche, on ne peut rien promettre au public. Il est possible de planifier la construction d'une autoroute et d'une bombe nucléaire, mais pas la guérison de la maladie d'Alzheimer.

MV : La bombe atomique ou l'alunissage étaient d'ailleurs des projets d'ingénieurs, où il s'agissait d'appliquer un savoir exis-



tant, et non de faire émerger de nouvelles connaissances. Si elle veut attirer les esprits les plus originaux et les plus créatifs, la science ne doit pas communiquer aux jeunes une image de type « recherche à la chaîne ». L'activité de base du FNS concerne des projets de recherche individuels, et c'est bien ainsi.

«Le FNS est sans doute la meilleure institution d'encouragement de la recherche fondamentale en Europe.»

Martin Vetterli

DI : Les grands projets de recherche sont un instrument délicat. Car en réservant des fonds pour un domaine précis, vous érigez des barrières thématiques qui empêchent la concurrence entre les disciplines et donnent naissance à des jardinets où chacun ne fait prospérer que le meilleur nain de jardin. Le FNS possède lui aussi des divisions d'encouragement, qui disposent de budgets séparés, mais la répartition entre les disciplines à financer est redéfinie chaque année et tient aussi compte des nouvelles tendances.

La bureaucratisation galopante est une doléance qui revient souvent dans la bouche des chercheurs.

MV : Evidemment, personne n'est heureux lorsque les charges administratives augmentent. Mais en Suisse, on aime beaucoup se plaindre et on oublie que nous sommes privilégiés par rapport aux Etats-Unis ou aux pays qui nous entourent.

DI : La dotation matérielle actuelle d'une chaire entraîne inmanquablement une bureaucratisation. Il y a cinquante ans, quand mon père était professeur de droit public, il n'avait pas de bureau à l'université. Il écrivait ses livres à la maison. Ma mère était sa secrétaire. Il n'avait jamais de formulaire à remplir, ni de demande à déposer. Il faut relever aussi que le plus gros de la charge bureaucratique n'est pas lié à la recherche mais à l'enseignement. A cet égard, la réforme de Bologne a ouvert une boîte de Pandore.

Quel est le plus grand défi que le Fonds national suisse devra relever ces prochaines années ?

MV : Le paysage européen de la recherche se transforme, et la Suisse n'est pas une île. Pour qu'elle reste en position de force, il est essentiel qu'elle continue d'investir dans la recherche. Cela finit par rapporter plus tard. Cette spirale du succès doit se poursuivre.

DI : Le sens du bien commun qui s'ame- nuise n'est pas seulement problématique dans le domaine politique. Le FNS, lui aussi, risque de ne plus réussir à attirer les meilleurs scientifiques dans son Conseil de la recherche. Il est important que ces derniers continuent de considérer comme un honneur de pouvoir participer au système scientifique et de pouvoir ainsi contribuer à le façonner. Au lieu de penser uniquement à leur recherche et à décrocher le prix Nobel.

Martin Vetterli

Martin Vetterli est président du Conseil national de la recherche depuis début 2013. Ingénieur en électricité, il a travaillé à la Columbia University à New York et à l'University of California à Berkeley, avant d'être appelé en 1995 à l'EPFL. De 2011 à 2012, il a été doyen de la School of Computer and Communication Sciences de l'EPFL, où il continue de diriger un groupe de recherche.

Dieter Imboden

Pendant les huit ans de ses deux mandats, dont le dernier s'est achevé en 2012, Dieter Imboden s'est engagé pour une recherche forte, en Suisse et au-delà des frontières. Professeur de physique de l'environnement à l'EPFZ, il a fondé et présidé en 2011 Science Europe, la nouvelle organisation faitière des organismes nationaux d'encouragement en Europe.